

Le Maroc, une source d'instabilité dans la région



Tags : Sahara Occidental, Maroc, Algérie, Front Polisario – Le Maroc, une source d'instabilité dans la région

Le risque d'escalade militaire au Sahara occidental suite aux graves dérapages des forces d'occupation militaires marocaines et leurs conséquences sur le Sahara Occidental et la région en général, ont été abordés lors d'une conférence organisée par l'Institut national des études stratégiques globales (INESG), en présence de l'ambassadeur de la RASD en Algérie, Abdelkader Taleb Omar.

Depuis l'agression de la zone d'El-Guerguerrat par le Makhzen, en violation des accords et des traités internationaux, la situation est de plus en plus critique au Sahara Occidental, notamment les violations contre les droits de l'Homme, par les autorités marocaines, qui exercent une politique de répression caractérisée à l'encontre des activistes politiques sahraouis.

A l'heure actuelle, au moins 59 détenus sahraouis croupissent dans des geôles marocaines dans des conditions inhumaines, dont certains depuis plus de dix ans, à l'instar de Naâma Asfari, Hafedhi Azza et Mohamed Lamine Abidine Heddi.

Selon des ONG, l'occupant marocain s'adonne à toutes les formes de répression, à l'image du viol, l'intimidation et la torture, citant à titre d'exemple, les cas de l'enfant Mustapha Marzouk et de la militante Sultana Khaya.

Le désengagement du Makhzen de l'Accord de cessez-le-feu de 1991 et les violations des droits de l'Homme dans les territoires sahraouis occupés contre civils, militants, journalistes, ont dévoilé au monde entier le vrai visage du Makhzen, a souligné l'ambassadeur sahraoui, déplorant qu'une partie de la communauté internationale choisit de rester silencieuse face aux violations répétées de la légalité internationale, et ce par intérêts économiques.

Il est fort de souligner que le roi marocain Mohamed 6, a indiqué clairement lors de sa dernière allocution que le royaume chérifien ne s'engagera plus dans des accords économiques avec les pays qui ne reconnaissent pas la « marocanité du Sahara ».

Pour M. Taleb Omar, la cause sahraouie a réalisé depuis la reprise de la lutte armée, le 13 novembre 2020, d'énormes acquis diplomatiques, notamment, la programmation de cette question à l'ordre du jour des réunions des organisations internationales, alors que le Makhzen misait sur l'accord de normalisation avec l'entité sioniste en contrepartie de la reconnaissance par l'administration de Trump de « la souveraineté » prétendue sur le Sahara occidental, « mais en vain ».

« Le peuple sahraoui poursuivra sa lutte jusqu'à la consécration de son indépendance », a réaffirmé l'ambassadeur de la RASD, ajoutant qu'avec la reprise de la lutte armée, la diplomatie sahraouie a intensifié ses contacts et ses efforts pour recouvrer les droits confisqués du peuple sahraoui, dont les richesses naturelles exploitées illégalement par la force d'occupation marocaine.

Il convient de rappeler que les Sahraouis ont remporté une grande victoire lorsque la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) a annulé deux accords commerciaux entre l'Union européenne (UE) et le Maroc, signés sans le consentement du peuple sahraoui.

La question sahraouie a connu un soutien sans précédent et qui ne cesse de s'accroître à travers le monde. Étant une question de décolonisation, en vertu des résolutions de l'ONU, le mouvement de solidarité avec le peuple sahraoui s'élargit de plus en plus particulièrement après la reprise de la lutte armée.

De son côté, le directeur général de l'INESG, Abdelaziz Medjahed a affirmé que le régime marocain n'a pas changé depuis 1912, estimant qu'il se livre toujours aux mêmes pratiques et politiques.

M. Medjahed a insisté sur la nécessité de mettre en avant l'histoire du peuple sahraoui pour contrer la propagande marocaine qui vise à détourner des vérités historiques pour tenter d'imposer sa fausse version de l'histoire et camoufler de la sorte ses ambitions expansionnistes.